



Dominique Arot, Chris Batt, Patrick Bazin, Martine Blanc-Montmayer, Robert Damien, Claire Dartois, Christophe Evans, Françoise Gaudet, Claudia Lux, Michel Melot, Martine Poulain, Danielle Resche, Bernard Stiegler, Gary Strong, Valérie Tesnière, Caroline Wiegandt, Jean-Sébastien Dupuit, Gérald Grunberg, Racine Bruno et Jean-Pierre Seguin

**Les 25 ans de la Bpi**  
Encyclopédisme, actualité, libre accès

Éditions de la Bibliothèque publique d'information

---

## Table ronde : bibliothèque et démocratisation culturelle

**Michel Melot, Martine Poulain, Martine Blanc-Montmayer, Patrick Bazin et Gary Strong**

---

DOI : 10.4000/books.bibpompidou.891  
Éditeur : Éditions de la Bibliothèque publique d'information  
Lieu d'édition : Éditions de la Bibliothèque publique d'information  
Année d'édition : 2003  
Date de mise en ligne : 17 janvier 2014  
Collection : Paroles en réseau  
ISBN électronique : 9782842462062



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

MELOT, Michel ; et al. *Table ronde : bibliothèque et démocratisation culturelle* In : *Les 25 ans de la Bpi : Encyclopédisme, actualité, libre accès* [en ligne]. Paris : Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2003 (généré le 01 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/bibpompidou/891>>. ISBN : 9782842462062. DOI : 10.4000/books.bibpompidou.891.

---

## Table ronde: bibliothèque et démocratisation culturelle

Michel Melot,

sous-directeur des Études, de la documentation et de l'inventaire,  
Direction de l'architecture et du patrimoine, directeur de la Bpi de 1983 à 1989

Nous voici arrivés à la dernière table ronde de ce copieux colloque sur le sujet de la démocratisation culturelle et du rôle que les bibliothèques peuvent y jouer.

Pour moi qui me retrouve avec un immense plaisir dans ce lieu que j'ai tant aimé et que je continue de tant aimer, la Bibliothèque publique d'information est la plus belle illustration que je connaisse d'un phénomène de démocratisation culturelle. On peut dire que, depuis vingt-cinq ans, la Bpi fait chaque jour la preuve de la démocratie. C'est un acquis extraordinaire dont je me réjouis de voir qu'il est conservé et vivant après vingt-cinq ans.

Mais la Bpi est aussi à l'épreuve de la démocratie et ce jugement très enthousiaste doit être aussitôt modulé. On l'a vu dans les précédentes interventions, cette démocratie n'est jamais parfaite, elle est toujours à compléter. On vient de le voir avec tous les publics qui sont, de fait, exclus de l'accès pourtant si libre à la Bpi. On a vu le cas des personnes handicapées, des services à distance, des personnes étrangères qui, par leur langue, sont exclues... et même des cas plus paradoxaux. J'étais intéressé de voir que les services à distance touchaient un public qui semble, si je me souviens bien des enquêtes sociologiques, très différent du

public qui vient sur place. Je me souviens qu'on discutait de la sous-représentation de la population active dans les bibliothèques publiques où l'on voit beaucoup d'étudiants qui ne comptent pas, au sens où l'entend l'INSEE, dans la population active, de retraités. Le « quadra » cadre est absent ou très peu présent, alors qu'on le voit très majoritairement sur le Web.

Des publics restent donc exclus, même ceux qui ne sont pas défavorisés, comme les cadres. En revanche, d'autres publics sont aussi réellement défavorisés et, de fait, exclus de cet exemple de démocratie la plus large possible. Cette démocratie est quand même toujours à compléter, elle n'est jamais parfaite, loin de là.

Autre réflexion à mener, cette démocratie n'est jamais acquise. Nous le savons tous. J'ai vécu ici, mais je pense que ceux qui ont eu le privilège de diriger cette bibliothèque ont su qu'il a fallu se battre constamment contre des gens qui se disaient bien intentionnés et très républicains, mais dont la seule idée était de rétablir la tarification d'entrée à la Bpi, de réduire l'accès libre, d'y réinstaurer des accès contrôlés, dans une sorte de psychose du contrôle. J'avais mal lorsque, en privé, j'entendais des gens exprimer leurs

fantasmes sur la Bpi qui ne serait qu'un lieu de refuge des clochards, etc., contre lesquels il fallait en permanence réagir. Il faut donc savoir que cet exemple est constamment mis en cause et qu'il faut se battre pour en maintenir le principe.

Troisième thème qui va nous obliger à relativiser cette impression de démocratie excellente de la Bpi, c'est la comparaison entre une conception latine et une conception anglo-saxonne de la démocratie. L'origine de la Bpi est américaine. La formule de la lecture publique, on le sait depuis Eugène Morel et depuis Jean-Pierre Seguin, nous vient des États-Unis dont les exemples les plus frappants sont arrivés par le biais de la Bibliothèque de Berlin que Jean-Pierre Seguin avait visitée: il avait eu alors, la révélation de ce genre de bibliothèque en accès libre. La démocratie américaine et son modèle de lecture publique, tout aussi démocratique que le nôtre, plus à bien des égards, est très différent du nôtre par beaucoup d'aspects, ne serait-ce que par l'attitude vis-à-vis des minorités, les services rendus au public et la mentalité qui ne sont pas les mêmes.

De même, d'autres modèles tout aussi démocratiques que le nôtre fonctionnent différemment. Prenons les bibliothèques publiques des pays scandinaves qui sont, aussi, un exemple qui doit nous inspirer. Vous savez que les Finlandais, qui sont six millions, empruntent plus de livres que les Français qui sont dix fois plus nom-

breux. Si les Français empruntaient dans les bibliothèques publiques autant de livres que les Finlandais, le nombre de prêts dépasserait le milliard de livres prêtés par an.

Là aussi, notre fierté démocratique de voir se développer en France la lecture publique de façon aussi brillante doit être relativisée, mais avec des formules différentes. La formule de la bibliothèque de prêt finlandaise ne ressemble pas du tout à nos bibliothèques, l'animation culturelle y est peu pratiquée. En revanche, ce sont des machines à prêter, ce dont les bibliothécaires parfois se plaignent. J'ai été surpris de voir des Finlandais revenir en France pour prendre des leçons de lecture publique, ce qui était l'inverse du mouvement auquel on était habitué, puisque c'était plutôt les Français qui avaient tout à apprendre des pays nordiques au vu de leurs statistiques.

La démocratie est diverse, elle n'a pas forcément le même sens d'un pays à l'autre, elle n'est jamais acquise et elle est toujours à compléter.

Ce sont des thèmes riches, qui vont être abordés par trois spécialistes, trois personnes dont l'expérience est incontestable en la matière. Je vais d'abord donner la parole à Martine Poulain qui a longtemps été dans cette maison responsable des études et qui a dirigé beaucoup d'enquêtes sur lesquelles nous fondons maintenant nos analyses, et qui aujourd'hui est responsable des bibliothèques de l'INHA,

tâche difficile mais passionnante avec ce beau projet de l'Institut national d'histoire de l'art..., mais je ne vais pas retracer votre carrière qui a été longue et brillante.

Ensuite, Martine Blanc-Montmayeur, que tout le monde connaît ici et pour cause, réagira aux propos de Martine Poulain, et je demanderai à Patrick Bazin, directeur de la bibliothèque municipale de Lyon, avec son expérience très riche et incontestable de la lecture publique, de réagir aux deux premiers propos. Enfin, notre invité d'honneur Gary Strong nous dira si le débat que nous avons entre nous aujourd'hui lui apparaît un peu exotique, si c'est un débat d'intellectuels français et parisiens ou si, au contraire, les différentes questions que je viens d'évoquer sont aussi pertinentes de l'autre côté de l'Atlantique.

Je donne la parole à Martine Poulain.

**Martine Poulain,**  
directrice du Département de la bibliothèque et de la documentation,  
Institut national d'histoire de l'art (INHA)

Merci beaucoup Michel. Je vais être brève puisque c'est une table ronde qui dispose d'assez peu de temps.

Ce que je souhaitais, pour apporter une contribution à la question posée, c'est, non pas revenir sur l'histoire récente des bibliothèques publiques et me demander avec vous si elles ont réussi ou échoué dans la démocratisation de l'accès à la lecture et à la culture, mais prendre la question d'une autre manière en vous proposant trois points à revisiter.

Le premier point concerne l'évolution, au cours des quarante dernières années, de la notion de démocratisation, et la manière dont elle est entendue aujourd'hui.

Un deuxième point évoque les conceptions comparées de la lecture entre la France, la vieille Europe et les jeunes États-Unis, pour essayer de comprendre ce qu'est la relation à la culture dans une société à tradition aristocratique et ce qu'elle est dans une société démocratique, en m'inspirant notamment des analyses de Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique*.

Si j'ai le temps, mais je ne crois pas, j'aborderai un troisième point qui est d'analyser la lecture publique à la française et à la Bpi, comme se situant un peu entre ces deux mondes, ayant repris beaucoup d'éléments de la tradition démocratique, mais essayant toujours, dans ses

collections, d'y proposer aussi le meilleur, un meilleur qui peut se rattacher à la conception aristocratique de la culture.

#### **Brève histoire de la notion de démocratisation de la lecture**

Sur le premier point, histoire d'une notion, la démocratisation, je voulais juste rappeler qu'au cours des cinquante dernières années, depuis la Seconde Guerre mondiale, la notion de démocratisation a subi un certain nombre d'inflexions. Au départ, aussi bien dans la conception de Malraux que dans celle de l'éducation populaire, l'idée est que la démocratisation de la culture, c'est faire accéder le plus grand nombre aux meilleures œuvres de l'humanité. Dans cette conception, la culture est une; elle est clairement délimitée et le projet est de faire accéder, peu à peu, le plus grand nombre à cette culture unanimement reconnue et unique.

En revanche les modes d'accès aux œuvres étaient pensés différemment: pour Malraux c'était une opération magique, le contact direct entre les œuvres et ceux qui les recevaient créant cet éclaircissement, cette illumination pour les publics. Pour le courant populaire, ce contact était affaire d'éducation.

Ensuite, plusieurs réflexions, plusieurs mouvements sont venus questionner ces modèles. L'une, sur la question des cul-

tures populaires, a été posée de longue date, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. L'autre ensemble de questions s'est appuyé sur les travaux de Bourdieu et d'un certain nombre de sociologues en mettant en avant la notion de culture légitime et de culture illégitime.

La démocratisation, l'accès à la culture, vont ainsi être peu à peu questionnés, voire remis en cause, d'une part, par une réaffirmation de l'existence d'une littérature populaire et de cultures populaires propres qui ne seraient pas que marquées par le manque, le moins, mais qui seraient, elles aussi, dignes d'intérêt, qu'il faut reconnaître. On a donc commencé à opposer la culture bourgeoise à la culture populaire sur divers modes. Parfois, c'est Racine contre Zola; à d'autres moments, comme le fait Richard Hoggart dans *La Culture du pauvre*, il s'agit de rendre une noblesse, une légitimité à des rapports à la culture autres.

Dans cet ensemble de remises en cause, on peut noter également la pérennité très grande des travaux de Jean-Claude Passeron et de Pierre Bourdieu, notamment, qui montrent que la culture n'est pas monosémique, unique et reconnaissable par tous comme on voudrait le faire croire, mais est en fait un travail construit qui assure à certains une domination symbolique, culturelle et sociale. Donc, une suspicion a été introduite sur le fait que la culture n'existe pas au sens universel, qu'elle n'est pas universelle, mais temporelle et sociale, qu'elle est un

instrument de distinction, qu'il s'agit pour certains de faire partie d'un petit groupe, des « happy few » qui vont créer les valeurs, créant la littérature et les écrits légitimes pour se distinguer des autres, de la masse, des classes moyennes éventuellement ou même parfois de son propre camp puisque, quand les médecins aiment Beethoven, les intellectuels aiment Stockhausen.

La culture serait non seulement un instrument de distinction, mais également un instrument de domination. Il n'y a pas vraiment d'amour de l'art dans cette relation-là, il n'y a que de l'intérêt, de la sauvegarde de positions, de la construction de pouvoir symbolique. Et cette culture « légitime » bouge en permanence; il faut rendre cela à Bourdieu parce qu'on a tellement simplifié sa pensée qu'on en a fait un marxiste alors que tout l'intérêt de son analyse réside dans l'idée que, pour assurer la domination, tout est toujours en renégociation.

Cette question des genres illégitimes a été débattue dans les bibliothèques publiques et j'ai participé parfois à ce qu'elle soit posée aussi au sein d'une bibliothèque publique d'un genre particulier qui était la Bibliothèque publique d'information.

Mais ce que ni les uns ni les autres de ce courant n'avaient vu venir, c'est que la réticence à la lecture ou le refus des œuvres légitimes allaient être confrontés à des ennemis bien plus coriaces que l'ignorance ou l'inculture. On a longtemps

vécu, jusqu'au milieu des années quatre-vingt, sur l'idée que si on offrait, si on multipliait, si on développait les offres culturelles, s'il y avait des politiques publiques, d'État, territoriales, petit à petit nous arriverions à élargir les pratiques de lecture et les pratiques culturelles. Or, tous, nous avons sous-estimé la puissance de la société de consommation et pas vu venir le recul de la force symbolique du livre.

Là où les années 1950 à 1970 pensaient n'avoir à combattre que l'absence, que le moins, que le manque, et étaient persuadées que la révélation pourrait être peu à peu partagée et diffusée, et le bonheur de lire les grands auteurs partagé par tous, est arrivé dans les années quatre-vingt un troisième larron que personne n'attendait avec cette force-là: la croissance d'autres valeurs, d'autres loisirs, d'autres cultures qui relègue la lecture à une place plus modeste dans les valeurs symboliques des nouvelles générations.

Je ne développerai pas ici ce que l'on sait aujourd'hui de la place de la lecture dans les nouvelles générations comme étant à la fois effective et forte mais où – et cela donne tort aux théories de Bourdieu – on marie Molière et Stephen King sans problème. La lecture occupe une place relative.

C'est ainsi que, comme le montrent Anne-Marie Chartier et Jean Hébrard dans leur ouvrage *Discours sur la lecture*, on est arrivé à une position inattendue et à la

nécessité de faire l'apologie de la lecture en soi et quelle qu'elle soit. Comme le disait la directrice de la bibliothèque de Berlin hier: « mieux vaut *Caroline, Martine* et autre *Club des cinq* que rien du tout ». On peut se demander si l'on n'est pas réduit à une politique du « sauve qui peut », et non plus investi dans une politique de conquête que l'on a longtemps cru pouvoir mener avec succès.

#### **La France entre modèle aristocratique et modèle démocratique**

Deuxième point, « Tocqueville et la lecture publique ». Je résume beaucoup par rapport à l'ampleur du sujet. Quand on travaille sur l'histoire de la lecture, sur l'histoire des bibliothèques, sur le développement des bibliothèques publiques aujourd'hui, on est à la fois ravi de leur développement et, en même temps, on se pose un certain nombre de questions sur les raisons du retard persistant de la lecture publique en France. Il ne suffit pas de mettre en cause l'État, ni par le passé ni aujourd'hui. Il faut chercher des raisons beaucoup plus profondes qui expliquent cette insouciance. On a pu, un temps, chercher des raisons à ce sous-développement dans la religion, dans les rapports différents du protestantisme et du catholicisme à la lecture, dans une habitude en France de la médiation de l'objet livre par le clergé, là où le protestantisme naissant recommande le contact direct du livre et du lecteur.

Je proposerais qu'on réfléchisse en s'appuyant sur d'autres bons auteurs et par exemple sur Tocqueville. En 1835, découvrant la jeune démocratie américaine, celui-ci s'efforce de comprendre quelles sont les différences de valeurs portées par les sociétés européennes et la jeune démocratie. En fait, et c'est un bonheur immense de lecture, le deuxième volume de *De la démocratie en Amérique* est entièrement consacré aux questions culturelles. Tocqueville expose les différences entre les sociétés aristocratiques et démocratiques et s'interroge sur la tension entre liberté et égalité dans l'une et dans l'autre. Ses analyses abordent très souvent les questions culturelles, quand ce n'est pas l'édition et la lecture.

En gros, alors que nos sociétés européennes privilégient la liberté, les sociétés démocratiques privilégient l'égalité. Dans cette recherche de l'égalité, la lecture devient essentielle car chaque individu « veut pouvoir juger par lui-même ». La démocratie engendre un peuple de lecteurs... Mais le rapport à la culture et à la lecture va être tout à fait différent de celui existant dans les sociétés aristocratiques et naviguer lui-même entre deux risques : celui d'une opinion commune majoritaire, égale, mais aussi celui de l'ignorance et de l'adhésion sans compréhension. L'apologie de l'individualisme dans les démocraties, la recherche d'égalité peuvent aussi être un frein à la lecture.

Citons Tocqueville : « Quand il n'y a plus de richesse héréditaire, de privilège de

classe, de prérogative de naissance, il devient visible que ce qui fait la principale différence entre la fortune des hommes, c'est l'intelligence. L'utilité du savoir se découvre avec une clarté particulière aux yeux mêmes de la foule. La volonté de tout juger par soi-même et la recherche de l'égalité conduisent en fait à la lecture. On ne lit pas de la même manière et dans le même esprit que chez les peuples aristocratiques. Mais le cercle des lecteurs s'étend sans cesse et finit par renfermer tous les citoyens, le nombre de ceux qui cultivent les lettres, les arts et les sciences devient immense. » Là, il pèche par un enthousiasme excessif, qui confine à la naïveté – excusez-moi Gary Strong –, et il le sait si bien qu'il reviendra sur ces affirmations.

Car « les Américains aiment les livres qu'on se procure sans peine, qui se lisent vite, qui n'exigent pas de recherche savante pour être compris ». Vous voyez, on aurait dû, nous les bibliothécaires, méditer Tocqueville bien plus tôt ! « Les petits écrits seront plus fréquents que les gros livres, l'esprit que l'érudition, l'imagination que la profondeur. Une multitude de traités élémentaires destinés à donner la première notion des connaissances humaines. Les livres de religion, les pamphlets, les brochures ; les Américains n'ont point encore à proprement parler de littérature, ils ont des journalistes. Les hommes qui vivent dans des siècles d'égalité ont beaucoup de curiosité et peu de loisir, leur vie est si pratique, si compli-



quée, si agitée, si active, qu'il ne leur reste que peu de temps pour penser. »

La lecture de Tocqueville permet ainsi de comprendre pourquoi les bibliothèques publiques ont été inventées par la jeune démocratie américaine et, en même temps, pourquoi ce nouveau rapport à la lecture est plus pratique, plus pragmatique, se basant sur un certain nombre de besoins concrets que ces gens, à cette époque, ont pour survivre. Le risque devient donc éventuellement, que cette modalité seule de lecture soit privilégiée, et moins une lecture, dit-il, de grands auteurs: « La démocratie n'a pas le temps de lire Descartes. » Mais il expliquera plus loin pourquoi la démocratie lit quand même Descartes...

#### **La lecture publique à la française: une tentative aristo-démocratique?**

Après ce résumé extrêmement lapidaire des analyses de Tocqueville et pour conclure, il me semble qu'il permet d'expliquer d'une nouvelle manière pourquoi, nous, les bibliothécaires de lecture publique en France, nous débattons entre deux exigences: celle de la démocratisation et du partage de la lecture, celle de vouloir faire accéder le plus grand nombre aux meilleures œuvres, dans une référence inconsciente à ce que Tocqueville considère être la tradition aristocratique.

On peut interpréter la création de la Bpi par Jean-Pierre Seguin comme une volonté d'instaurer, voire de réhabiliter

en France, une conception pragmatique de la lecture. Le choix de l'actualité par rapport au patrimoine, le choix de l'abondance par rapport à un modèle de lecture intensive, le choix de la consultation rapide par rapport à la *ruminatio* médiévale, le choix de l'information par rapport aux savoirs, le choix du multimédia par rapport au livre seul, le choix de l'ouverture à tous ont été autant de choix de ruptures par rapport à un modèle « aristocratique ».

Ces choix ont illustré une volonté de se rapprocher du modèle démocratique, tout en essayant de conserver l'exigence ancienne des bibliothèques françaises, référents dans les modèles patrimoniaux: la référence aux savoirs constitués, l'hommage à la culture et la volonté que le meilleur soit partagé par les « honnêtes hommes ».

Peut-être l'utopie de la lecture publique à la française est-elle d'essayer de fondre les deux modèles et d'instaurer ainsi une bibliothèque « aristo-démocratique »...

**Michel Melot:** Merci. Les oppositions brutales vont permettre un débat plus vif puisque c'était nécessairement rapidement présenté. Martine Blanc-Montmayeur va reprendre ce thème à sa façon.

**Martine Blanc-Montmayeur,**  
conseiller pour le livre et la lecture, DRAC PACA, directeur de la Bpi de 1993 à 2000

C'est un peu difficile de réagir à chaud sur une intervention que l'on découvre. Mais il me semble qu'un autre moyen d'aborder le problème des bibliothèques et de la démocratisation culturelle est de dire : bibliothèques et démocratie. La démocratie, ce n'est pas tout à fait la même chose que la démocratisation culturelle. J'ai l'impression que depuis les débats qu'a rappelés Martine sur : « qu'est-ce qu'une démocratisation culturelle ? », débats profondément français avec cette notion de référence à la culture, nous sommes passés à une autre notion, pas forcément sans le savoir mais de manière très décisive, dans la majorité des bibliothèques de lecture publique qui drainent un public. Cette notion bien sûr, est issue de l'évolution de la société française ces trente dernières années, et correspond également au développement de la lecture publique; un développement qui s'est fait dans le cadre d'une société de consommation de biens culturels pour une part, et dans une société confrontée à quelques vingt années difficiles d'un point de vue économique. Donc, il ne s'agit pas forcément de bibliothèques et de démocratisation culturelle, mais il s'agit de bibliothèques et de démocratie.

Un auteur un peu oublié aujourd'hui, mais présent dans la mémoire des gens de

ma génération, posait assez bien le problème dans son titre, qui date de 1968 ou 1969, « Animation culturelle, intégration et/ou subversion »; le fameux texte de Gaudibert. C'était l'époque où l'on faisait beaucoup de « et/ou ». À l'époque, il prenait le problème quasiment à l'envers, en considérant que l'animation culturelle devait autant aider à la subversion qu'à l'intégration, une subversion comme prise de conscience, bien sûr, de ses propres possibilités hors de tout modèle.

Ce qui est intéressant, c'est que, vingt ans plus tard, l'étude de Michèle Petit, faite sous la conduite du service Études et recherche de la Bibliothèque publique d'information, *De la bibliothèque au droit de cité*, essayait d'interroger un panel d'usagers de la bibliothèque, ne correspondant pas forcément au profil traditionnel des bibliothèques. Son étude découvrait, à travers les interviews approfondies, que les gens qui avaient fréquenté la bibliothèque et qui reconnaissaient l'avoir fréquentée, se servaient de la bibliothèque, non pas comme un modèle de culture et comme un modèle à acquérir, mais se servaient de la bibliothèque comme une possibilité de mise à distance avec leur propre trajectoire sociale telle qu'elle semblait conditionnée par leur appartenance socioculturelle, et comme une possibilité de choix.

Dans cette possibilité de choix, il y avait évidemment une part d'intégration, mais surtout une part très importante de subversion.

On ne va pas dire que la démocratie est un lieu de subversion. En revanche, si l'on considère que les bibliothèques sont des lieux d'apprentissage de la démocratie et donc de possibilité d'apprentissage d'une distance critique, il est bien évident qu'on ne peut déterminer où mènera cette distance critique, mais cela me semble un enjeu beaucoup plus important et, de plus, saisi tout à fait naturellement. Les bibliothèques de lecture publique en France se sont développées ces vingt dernières années dans un certain contexte, souvent sans fonds patrimoniaux, et la question de démocratisation ne se posait plus par rapport à la culture, ou ne se posait plus uniquement par rapport à la culture. Les bibliothèques se placent désormais comme des lieux ouverts, collectifs, au sein de la cité et accessibles à un nombre d'usages dont nous n'avons pas encore fini de nous étonner.

Toutes les enquêtes sur les usages ont montré que la bibliothèque était aussi un lieu de détournement des usages traditionnels, et ce mot « détournement » va également dans le sens de ce que j'ai abordé auparavant.

À ce stade, les bibliothèques de lecture publique n'ont pas si mal réussi leur travail, même si elles ont encore du chemin à parcourir puisque, même si nous avons des

chiffres d'inscrits inférieurs à certains pays, je voudrais rappeler que les bibliothèques de lecture publique qui marchent – je ne vais pas détailler ce que veut dire « qui marchent », tout le monde le sait ici – atteignent quand même, dépassent maintenant, et c'est un progrès depuis plusieurs années, 30 %, voire 40 % de la population à desservir, auxquels il faut ajouter, autre élément d'intégration mais aussi de subversion, le nombre, extrêmement important dans les bibliothèques, d'usagers qui choisissent de fréquenter régulièrement les bibliothèques en n'étant pas inscrits; ce qui montre qu'il y a aussi une prise de distance, par rapport à l'institution, qu'ils choisissent eux-mêmes.

Dans ce cadre, la bibliothèque de lecture publique est véritablement un lieu de démocratie où chacun choisit, et finalement on arriverait à faire la synthèse, d'être libre – et la notion de liberté a une importance fondamentale dans l'inconscient collectif des Français – dans un lieu qui est devenu, pour le coup, un symbole d'égalité, pas forcément pour des usages de démocratisation culturelle, mais avant tout pour des usages de démocratie.

Je réagis à chaud. Je laisse maintenant la parole à Patrick Bazin.

Patrick Bazin,  
directeur de la bibliothèque municipale de Lyon

Je vais réagir aux propos de Martine Poulain disant que nous aurions dû lire Tocqueville. Certains bibliothécaires l'ont lu depuis longtemps, d'où leur malaise face à la tournure que prennent certains débats dans les bibliothèques française à propos de l'Internet, de la question des collections et de la dimension plus ou moins prescriptive des bibliothèques publiques.

L'intérêt de Tocqueville est d'enrichir notre perception de la démocratie en nous en présentant une version, de tradition anglo-saxonne, différente de celle dont nous sommes coutumiers en France. Et je crois que la compréhension de cette divergence est utile à nos débats de bibliothécaires.

Sachons, d'abord, qu'à la racine commune de toutes les versions de la démocratie, il y a, d'abord, la question de l'autodétermination de l'individu, avant même celle de l'égalité. L'histoire de la démocratie moderne va de paire avec l'émergence progressive de l'individu et de son concept, à partir des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. Cette émergence, qui a signifié une rupture radicale par rapport à toute tradition – donc, soit dit en passant et pour faire écho aux propos de Martine Blanc-Montmayeur, par rapport à un certain modèle de transmission – a supposé l'instauration d'une distance critique et d'un espace public d'échange intellectuel, l'in-

dividu se constituant avant tout comme libre de penser dans son for intérieur et libre d'argumenter en public. Il s'est donc agit d'un processus foncièrement intellectuel, voire intellectualiste, qui, évidemment, explique le rôle central que le livre prendra pendant plusieurs siècles dans l'essor de la démocratie et l'attachement viscéral des bibliothécaires à ce qu'ils estiment être leur rôle historique dans la préservation d'un espace public des idées.

Aujourd'hui, cependant, nous sommes déjà parvenus loin en aval de la source de la démocratie et celle-ci se retrouve aux prises avec des contradictions qu'elle-même a engendrées, tiraillée qu'elle est entre un hyper-individualisme consumériste, une instrumentalisation de la culture par l'industrie de la communication et la tentation de faire droit systématiquement aux revendications les plus identitaires (cf. les analyses de Dominique Schnapper sur la démocratie providentielle). Dès lors, les bibliothèques commencent à douter d'elles-mêmes, surtout en France où leur conception volontariste de l'espace public et leur modèle éducatif se heurtent à une réalité bien plus complexe que jadis.

Cette conception s'inscrit parfaitement dans ce que l'on pourrait appeler un républicanisme à la française, hérité de Kant et de Rousseau, qui part du principe que les idéaux de la démocratie, comme l'égalité

ou l'universalité, seraient, en quelque sorte, des *a priori* implémentés naturellement dans le cerveau de chacun et dont il s'agirait de favoriser l'épanouissement par l'éducation. Animal démocratique par essence parce qu'intellectuellement souverain de lui-même, chaque individu – à condition d'être correctement éclairé, c'est-à-dire rendu à lui-même – peut et doit participer à la formation d'une volonté générale, laquelle fonctionne un peu comme une projection à l'échelle du corps social de la volonté individuelle. Plus que toute autre institution culturelle en France la bibliothèque publique aura fait sienne cette vision en s'efforçant de prescrire à chaque citoyen, par la vertu de collections correctement formées, les outils d'une bonne hygiène mentale (même si la réalité du terrain n'a pas toujours cadré avec les intentions).

Assez différente est la conception issue de la tradition de l'empirisme anglo-saxon, si bien analysée, justement, par Tocqueville, d'après laquelle la liberté de l'individu n'existe que par ce qu'il reçoit de l'extérieur et par les interrelations qui l'enrichissent. De la liberté des interactions et des individus qui y participent dépend la démocratie. Celle-ci ne préexiste pas dans un modèle mais s'exprime dans le jeu même des échanges grâce à des procédures qui en garantissent la fluidité. Dans la perspective de cette approche libérale la lecture d'un livre apparaît plus comme le prolongement d'une conversation à distance

que comme l'expérience d'une vérité en construction. D'où, sans doute, une moindre difficulté qu'ici à s'approprier l'Internet et une approche moins normative de l'offre documentaire.

Il serait stupide, évidemment, de jouer ces deux traditions l'une contre l'autre, sans voir qu'elles sont les deux faces d'une même aspiration à la liberté, l'une mettant l'accent sur la recherche d'un idéal de liberté, au risque de se figer dans une abstraction, l'autre sur son exercice pragmatique, au risque de favoriser la loi de la jungle. Il me semble, cependant, que nous serions bien inspirés, nous qui sommes attachés aux balises de notre républicanisme comme à des avantages acquis, d'explorer l'autre point de vue, ne serait-ce que pour dérouiller nos certitudes. Car il faut bien admettre que les points de blocages sont multiples, dont l'Internet n'est qu'un symptôme.

La première de ces certitudes serait peut-être celle qui consiste justement à penser que si la bibliothèque est un outil de la démocratie, c'est par essence et que, dès lors – en tant que parangon du système démocratique (cf. les analyses de Robert Damien) elle est intouchable. À bien des égards le refus du droit de prêt, qui a prévalu dans nos rangs pendant pas mal de temps, s'est autorisé de cette certitude avant que les bibliothécaires ne s'aperçoivent qu'ils étaient très isolés et qu'avec l'essor de la société de l'information l'espace public ne pouvait plus être conçu en termes d'extraterritorialité.

Loin de moi l'idée que la bibliothèque n'aurait plus pour fonction majeure de favoriser le plus large partage possible des connaissances et l'espace critique dont parlait Martine Blanc-Montmayeur, mais il suffit de regarder autour de soi pour s'apercevoir que la bibliothèque n'a plus le monopole de cette fonction, que de nouvelles formes d'accès au savoir et de communautés intellectuelles émergent et que l'« adversaire » n'a plus forcément l'apparence d'un obscurantisme à dissiper par les lumières de la raison.

Il est vrai que l'image que nous donne aujourd'hui le champ culturel a de quoi faire frémir un bibliothécaire. Je fais allusion, bien sûr, au rôle exorbitant de l'événementiel et de la communication, et à leur impact croissant sur des élus soucieux de rayonnement local ou international. Je fais allusion, plus profondément, à la nature même de la culture qui tend à s'emparer de toute expérience humaine non plus pour la représenter (et la penser) mais pour en faire une expérience spectaculaire (cf. les analyses de Jeremy Rifkin), dont la version la plus dégradée serait le parc à thème ou le *Lofi*, et face à quoi l'expérience de la lecture pèse peu. Il est vrai aussi que, curieusement, alors qu'il n'est aujourd'hui question que de société du savoir, nous avons de plus en plus de mal à convaincre les décideurs de nous aider à tisser et à alimenter les réseaux du même nom, comme si la bibliothèque n'était plus une réponse allant de soi, même sur son propre terrain!

Il me semble, cependant, qu'une certaine crispation sur un modèle figé du partage et de la transmission des savoirs nous empêche de voir ce que l'évolution actuelle a aussi de positif et comment les bibliothèques peuvent y participer efficacement. C'est pourquoi une cure d'empirisme, à la lumière de Tocqueville, par exemple, me paraît utile. Et si je devais résumer l'esprit de cette cure je dirais qu'elle consiste à moins investir dans le message que dans le procédural.

Ainsi, l'incapacité dans laquelle se trouvent les bibliothèques de transposer dans l'univers hyper-complexe et mouvant de l'Internet leur théorie de la bonne collection doit nous amener à renverser notre perspective traditionnelle en tentant d'associer créateurs et usagers de contenus dans des communautés de savoir, à favoriser les échanges plutôt qu'à prédéterminer les réponses, à considérer que la « collection » n'est qu'un arrêt sur image d'une transaction permanente. Est-ce là une atteinte à une solution républicaine qui consisterait à trier le bon grain de l'ivraie ou, au contraire, une tentative de hausser la réponse bibliothécaire au niveau des attentes d'une population de plus en plus exigeante et réactive – et, donc, de s'inscrire dans une véritable démocratie culturelle?

Autre remarque: est-il véritablement si démocratique de se contenter de faire du chiffre avec le public scolarisé (41 % des lyonnais de 12-13 ans sont inscrits) alors que les actifs, faute d'horaires adaptés et,

surtout, d'une offre et de services adéquats, font un petit tour en bibliothèque et puis s'en vont? Est-il si démocratique que cela que les membres de la population les plus exigeants en matière d'information ne trouvent pas leur compte en bibliothèque, pas plus, d'ailleurs, que ceux issus de cultures minoritaires? S'informer et apprendre tout au long de la vie représente pourtant un enjeu majeur de la démocratie. Encore faudrait-il que nous sachions partir des besoins réels des gens et leur faire confiance.

Faire confiance, c'est cela, au fond, que j'appelle investir dans le procédural, c'est à dire non pas systématiquement partir du point de vue de la prescription mais savoir accompagner, mettre en relation, tirer profit des points de vues différents et, ce faisant, ouvrir le champ. Car tel est bien le message du système démocratique: non pas délivrer un message, mais ouvrir le champ grâce à des procédures qui évitent toute prise en otage du pouvoir par un groupe porteur, précisément, d'un message. Je ne vois pas pourquoi les bibliothèques échapperaient à cette responsabilité d'ouverture dans un domaine qui, plus que toute autre, suppose la libre circulation des idées, c'est-à-dire la démocratie culturelle. J'ajouterai que la démocratisation de la culture – l'élargissement de l'accès, auquel les bibliothèques sont tout particulièrement attachées – bien qu'elle soit indispensable, n'est qu'une des composantes, non suffisante, d'une véritable démocratie culturelle.

C'est pourquoi je suis particulièrement réservé vis-à-vis des chartes d'acquisition – à distinguer des politiques d'acquisition qui ne sont jamais que les procédures permettant d'assurer un équilibre pragmatique entre les moyens budgétaires du moment et les différentes sollicitations, la plupart du temps contradictoires, de l'environnement. Partant du légitime souci de rendre des comptes aux tutelles démocratiquement élues, les chartes d'acquisition sont, à mon avis, soit des coquilles vides qui exhibent des généralités s'appliquant à tout service public – du genre « respectons la diversité des opinions » – soit des catalogues de choix intellectuels ou idéologiques qui ferment dangereusement le jeu des possibles et placent les élus dans une situation inconfortable, alors que leur rôle est plutôt de garantir que soient réunies toutes les conditions requises pour le bon fonctionnement d'une bibliothèque (budget, moyens matériels, professionnalisation des emplois) et par là même la mise en œuvre des procédures adéquates. Finalement, les chartes d'acquisition tendent à renforcer l'arbitraire dont elles voudraient se prémunir. Tel est d'ailleurs le risque de toute attitude par trop prescriptive.

Une question majeure demeure cependant, celle de la transmission culturelle. Martine Blanc-Montmayeur, hier soir, me disait qu'il faut transmettre des valeurs...

**Martine Blanc-Montmayeur:** Je n'ai pas dit « valeurs », surtout pas. J'ai parlé procédures.

**Patrick Bazin:** En tout cas, effectivement, la démocratie, comme n'importe quel système social, doit être capable de transmettre pour se renforcer. Mais rien ne permet d'affirmer que toute forme de transmission doit ressembler à celle du mode livresque ou muséal, qui consiste à préserver telles quelles les œuvres tutélaires et à les réinterpréter de siècles en siècles. L'expérience du réseau et d'une textualité multimédia en perpétuel mouvement est aussi, en soi, un mode de capitalisation et de transmission des expériences. Il me semble, justement, qu'il y a là un champ de réflexion totalement nouveau pour les bibliothèques et qu'elles seules sont à même de l'explorer sérieusement.

**Michel Melot:** Merci. M. Gary Strong va nous dire si les propos très nourris qui viennent d'être tenus lui semblent être un débat français avec des scrupules très excessifs, issus de notre nostalgie ou de notre honte d'avoir un passé aristocratique, et les contradictions dans lesquelles ce passé nous entraîne. J'ai toujours l'impression que chaque Français veut être exceptionnel, et que, lorsque l'on est ensemble, cela ne peut plus fonctionner, parce que si l'exception se généralise on n'est plus exceptionnel. La bibliothèque de Queens est notre grand exemple, puisqu'elle a été l'une des révélations qui ont permis la réalisation de la Bpi; je me souviens de l'avoir moi-même visitée comme en pèlerinage, de façon très émerveillée

devant la diversité des services, elle est un autre modèle de démocratie. Votre témoignage à ce débat va nous être tout à fait précieux.



**Gary Strong,**  
directeur, Queens Borough Public Library, New York

Merci beaucoup. Je suis impressionné par les discussions que je viens d'entendre.

J'enseigne à l'école des bibliothécaires, environ une fois tous les douze – dix-huit mois; j'y donne un cours d'histoire sur la gestion des bibliothèques publiques et je commence toujours par un cours sur l'histoire des bibliothèques publiques américaines. J'aimerais pouvoir dire que c'est, comme nombre d'historiens des bibliothèques l'ont déclaré, « cette merveilleuse création des bibliothèques publiques américaines au service de la démocratie qu'est l'Amérique, etc. ». J'explique ces choses dans mon cours et j'utilise, entre autres, l'exemple de la superbe bibliothèque publique de Boston, et puis je cite un article que j'ai découvert il y a quelques années, qui a une position légèrement différente sur le sujet: en particulier sur le fait que beaucoup des premières grandes bibliothèques publiques américaines ont été créées par les riches pour écarter les classes laborieuses des bars et des prostituées et leur proposer un lieu où elles pourraient aller s'instruire et avoir à leur disposition les meilleurs ouvrages. Heureusement, les bibliothécaires, prenant les choses en main, ont transformé les bibliothèques qui ont commencé à s'intéresser davantage à ce que les gens voulaient, et à la façon d'enrichir la bibliothèque pour

rendre la vie des Américains plus riche, et c'est comme ça que les bibliothèques publiques se sont développées.

Pour essayer de produire un résumé que j'aimerais équilibré, pendant que nous parlions et que nous écoutions j'ai pris quelques notes sur les uns et les autres et l'équilibre, si vous le permettez, se situe entre les arguments qu'il m'a semblé entendre et les arguments que j'entends au cours de discussions semblables aux États-Unis aujourd'hui. Voici les problèmes fondamentaux auxquels sont confrontées les bibliothèques :

Il faut mettre en parallèle d'une part la nécessité pour les bibliothèques de construire d'excellentes collections équilibrées avec les classiques, ce qu'il y a de mieux en littérature, de les organiser et les mettre sur des étagères en respectant la classification, Dewey ou Library of Congress, afin que les bibliothécaires puissent les trouver et les utiliser et que nos usagers les plus avertis connaissent le système et puissent s'y retrouver; de l'autre, réunir des collections qui sont multiculturelles, vastes, populaires aussi bien que savantes, et organisées en catégories plus larges, plus compréhensibles et faciles d'accès, permettant aux usagers de trouver quelque chose à lire, de sortir de la bibliothèque, pour retourner rapidement à leur vie quotidienne.

Par ailleurs, il faut d'un côté considérer que l'on demande aux gens qui habitent dans notre quartier de s'adapter à nous, de croire que nous savons ce qu'il leur faut, que nous choisissons ce qu'il y a de mieux et que c'est à eux d'apprendre à nous utiliser; et de l'autre, préconiser une politique d'ouverture qui dit qu'il faut inviter tous les membres de la communauté à venir trouver les informations dont ils ont besoin et leur dire que nous pouvons trouver des réponses en fonction de ce qui les intéresse et du lieu d'où ils viennent, quelles que soient leur situation sociale, leur langue ou leurs croyances.

Se confrontent également les points de vue d'un groupe qui dit qu'en Amérique on ne devrait avoir que des ouvrages en anglais dans nos bibliothèques, qu'il est juste de promouvoir la culture américaine – je pense que les Français ont une opinion sur ce thème aussi – et d'un autre groupe revendiquant une attitude d'ouverture, d'invitation lancée à tous ceux qui arrivent dans notre communauté, en leur donnant bien sûr la possibilité d'apprendre l'anglais mais aussi d'entretenir et de conserver leur propre langue pour créer une société multiculturelle. Il faut à la fois propager la culture américaine et les valeurs américaines, et s'intéresser aux problèmes mondiaux et au mondialisme, permettre à nos communautés de célébrer et d'apprécier les cultures qu'elles ont apportées avec elles et auprès desquelles nous apprenons beaucoup et enrichissons une culture

américaine nouvelle en regroupant toutes ces influences.

De même, il convient de concilier des lieux calmes pour l'étude, la réflexion et la lecture, avec des lieux où l'on peut découvrir et explorer, faire des expériences.

Un choix est peut-être à faire entre des bibliothèques gouvernées de façon « institutionnelle », je veux dire organisées essentiellement pour les bibliothécaires, ou bien des bibliothèques axées sur le service des clients, je veux dire organisées pour ceux qui les utilisent; et cela signifie, déconstruire des collections, les déplacer, les réorganiser, les proposer sous une forme et à des heures qui sont vraiment en rapport avec ce que les gens veulent, plutôt que quand nous, les bibliothécaires, voulons bien travailler.

Nous voulons tous être chez nous avec notre famille au moment où les autres veulent nous utiliser. Et nous devons trouver un équilibre entre nos besoins et nos intérêts en tant que travailleurs de bibliothèque d'une part, et les besoins et intérêts des gens et des communautés que nous sommes censés servir, de l'autre.

Les enjeux formidables du changement des façons de faire, voilà une discussion que nous avons continuellement aux États-Unis. Il y a les principes aristocratiques ou établis par les premiers Américains qui ont été à la base de notre création et qui nous ont guidés pendant les premiers siècles ou les premières années de développement des bibliothèques en

Amérique; et ce que quelques-uns d'entre nous au moins estimons nécessaire de faire aujourd'hui, pour rester présents et utiles et pour que les bibliothèques soient des lieux actifs et vivants attirant de nouveaux utilisateurs ou des résidants de longue date qui ne font que nous redécouvrir ou suivre l'évolution de notre attitude.

Pour conclure et pour lancer un défi à la Bpi à l'occasion de votre vingt-cinquième anniversaire: je dirai que lorsque vous êtes le meilleur, le défi est de faire tout votre possible pour savoir ce que les autres vont entreprendre pour vous faire tomber de votre piédestal et de toujours chercher ce qu'il vous faut faire.

Il y a une expression américaine, je ne sais pas si elle se traduit: *if it ain't broke, don't fix it* (littéralement, il ne faut pas réparer ce qui marche – le mieux est l'ennemi du bien). Quelques-uns d'entre nous pensent que si cela marche, cela risque de ne pas durer et que la différence, aujourd'hui, sera dans la manière dont nous choisirons les stratégies qui nous permettront de continuer à faire que cela marche et de participer activement, complètement, et avec enthousiasme au développement des communautés autour de nous, et dans la manière dont nos centres urbains, en particulier, vont se transformer pour satisfaire les besoins de populations très changeantes.

Et ma dernière remarque est qu'à mon avis, en France comme aux États-Unis, les bibliothèques représentent encore un bien

public fondamental dans nos démocraties telles que nous les comprenons. Elles nous garantissent le droit, le privilège et la possibilité en tant qu'individus de choisir ce que nous voulons. Les bibliothèques nous procurent un capital qui nous est nécessaire pour comprendre le passé et pour prévoir le futur; je crois profondément à l'équité et j'ai été très intéressé par la discussion équité contre liberté et le fait que les bibliothèques, tout en étant équitables, jouent un rôle fondamental en donnant aux gens la possibilité de prendre en charge leur vie, leur gouvernement et leurs communautés.

Félicitations à la Bpi à l'occasion de vos vingt-cinq ans. Je vous souhaite une longue vie!

**Michel Melot:** Merci infiniment de cette belle conclusion et de toutes les leçons qu'elle comporte, y compris de nous conseiller de descendre de notre piédestal. Il est toujours salutaire de recevoir ce genre de conseil et nous continuerons à avoir des liens très étroits avec les bibliothèques américaines et la vôtre en particulier.

Gardez en vous tout ce qui vient d'être dit et je pense que le débat se fera très largement entre chacun d'entre vous après ce colloque qui en inaugure bien d'autres, j'espère.

Je remercie vivement les quatre intervenants et particulièrement notre invité américain ainsi que toute la salle et je cède la parole à Jean-Sébastien Dupuit pour la fin de ce colloque.